



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 24 septembre 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Les Canadiens à revenu élevé, 2004

2

Selon une nouvelle étude, un revenu annuel de 89 000 \$ était suffisant pour faire en sorte qu'une personne fasse partie du groupe des 5 % des déclarants qui gagnaient le plus en 2004 (1,2 million de Canadiens).

Ventes de gaz naturel, juillet 2007

4

Voyages intérieurs, troisième trimestre de 2006

4

Production et écoulement des produits du tabac, août 2007

5

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, août 2007 et juillet 2007

6

Base de données et modèle de simulation de politiques sociales

6

Nouveaux produits

7

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de septembre 2007

Le numéro en ligne de septembre 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, qui paraît aujourd'hui, comporte deux articles.

L'article «Les Canadiens à revenu élevé» présente différents critères pour définir ce qu'est un revenu élevé et porte sur certains comportements et caractéristiques des déclarants à revenu élevé selon ces définitions. Le paiement des impôts sur le revenu et les taux d'imposition en vigueur sont également étudiés.

L'article «Les habitudes de dépenses au Canada et aux États-Unis» traite de l'évolution des dépenses de consommation au Canada et aux États-Unis entre le début des années 1980 et 2003.

Le numéro en ligne de septembre 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 8, n° 9 (75-001-XWF, gratuit), est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au 613-951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Communiqués

Étude : Les Canadiens à revenu élevé

2004

Selon une nouvelle étude, un revenu annuel de 89 000 \$ était suffisant pour faire en sorte qu'une personne fasse partie du groupe des 5 % des déclarants les plus nantis en 2004 (1,2 million de Canadiens).

Dans le même ordre d'idées, un revenu de 181 000 \$ était suffisant pour qu'un individu fasse partie des 237 000 personnes qui forment le groupe des 1 % des déclarants canadiens les plus riches.

Cependant, cette étude montre qu'un revenu annuel de plus de 2,8 millions de dollars était nécessaire afin de faire partie du groupe des 0,01 % des déclarants les plus fortunés.

L'étude, publiée aujourd'hui dans le numéro de septembre de *L'emploi et le revenu en perspective*, utilise les déclarations d'impôt sur le revenu et des données d'enquête afin d'explorer les tendances dans le nombre et les caractéristiques des Canadiens à revenu élevé, ainsi que leur patrimoine et les taux d'imposition en vigueur.

Entre 1992 et 2004, le revenu en dollars constants pour les personnes de la tranche des 20 % des déclarants qui gagnent le plus a augmenté considérablement, et les gains ont augmenté principalement au sommet de l'échelle de distribution des revenus. Néanmoins, les personnes faisant partie du reste de la population n'ont vu qu'une mince amélioration de leur revenu en dollars constants.

En 1992, les Canadiens se retrouvant dans le groupe des 5 % des déclarants les plus nantis gagnaient environ 21 % du revenu total. En 2004, ce pourcentage s'est établi à 25 % du revenu total.

Les Canadiens à revenu élevé : qui sont-ils?

Du 1,2 million de Canadiens qui composent les 5 % des bénéficiaires des plus gros revenus en 2004, les trois quarts étaient des hommes, même si les hommes étaient en minorité (48 %) dans l'ensemble des bénéficiaires de revenus.

En 1982, parmi le groupe des 5 % des déclarants les plus nantis, une personne sur sept était une femme; en 2004, cette proportion était de une personne sur quatre. Cependant, dans le groupe des 0,01 % les plus fortunés, leur part avait chuté, passant de 12 % à 11 %.

L'étude montre que la prédominance du revenu élevé atteint son apogée dans les années précédant la retraite. En 2004, les personnes de 45 à 64 ans

représentaient 33 % de tous les bénéficiaires de revenus. Par contre, elles constituaient la majorité des membres du groupe des 5 % les plus riches (54 %).

Dans la tranche supérieure de 0,01 %, les personnes de 45 à 64 ans représentaient trois personnes sur cinq.

Les personnes de 25 à 44 ans formaient le deuxième plus grand groupe des 5 % des bénéficiaires de revenus plus élevés. Les personnes âgées (23 %) occupaient de leur côté la deuxième place au sein de la tranche supérieure de 0,01 %.

Plus des trois quarts (78 %) de toutes les personnes à revenu élevé étaient mariées, à l'instar de 83 % d'entre elles pour les 0,01 % les plus riches.

Les Canadiens à revenu élevé : où vivent-ils?

Près de la moitié (46 %) des 5 % des personnes qui gagnaient le plus vivaient en Ontario, suivi de loin du Québec (18 %), de l'Alberta (15 %) et de la Colombie-Britannique (13 %).

Dans le groupe des 0,01 % des personnes qui gagnaient le plus, plus de la moitié (51 %) résidaient en Ontario. Cependant, l'Alberta se classait au deuxième rang (23 %), tandis que le Québec se classait en quatrième place (seulement 10 %).

Les familles à revenu plus élevé vivent généralement dans les grands centres urbains. Trois familles sur 10 (31 %) parmi l'ensemble des familles ayant un revenu de plus de 250 000 \$ vivaient à Toronto, suivi de Montréal (11 %), de Vancouver et de Calgary (8 % chacun).

Dans l'ensemble, pour la période allant de 1992 à 2004, chaque groupe démographique a constaté une réelle augmentation de ses revenus. Certains groupes, tels que les personnes âgées de 45 à 64 ans et les résidents de l'Alberta, ont constaté des changements plus spectaculaires, ayant chacun enregistré une augmentation des gains d'environ 60 %.

Dans l'ensemble, toutefois, bien des groupes ont connu peu de changement, notamment les jeunes (moins de 45 ans), les personnes plus âgées (65 ans et plus) et les habitants des provinces les moins peuplées du Canada.

Les Canadiens à revenu élevé sont assujettis à des taux d'imposition plus considérables

L'étude a également permis d'examiner les taux d'imposition en vigueur, lesquels constituent un indicateur important de l'équité d'un régime fiscal. Le

taux d'imposition réel correspond au ratio des impôts payés par rapport au revenu total.

L'étude montre que parallèlement à l'augmentation de leur part du revenu total, les Canadiens à revenu élevé ont payé une part croissante de l'impôt sur le revenu total. Ainsi, les taux d'imposition en vigueur sont nettement plus élevés pour les groupes ayant un revenu plus élevé, ce qui révèle une structure progressive du système fiscal. Cependant, les taux d'imposition en vigueur varient énormément pour l'ensemble de la distribution du revenu, de même que pour les personnes appartenant aux groupes des déclarants les plus aisés.

En 2004, les 95 % de la population de déclarants qui gagnaient le moins ont reçu 75 % du revenu et ont payé 64 % en impôts, tandis que les 5 % qui gagnaient le plus ont touché 25 % du revenu et ont payé 36 % en impôts.

Pour les déclarants canadiens à revenu élevé, les taux d'imposition en vigueur se situaient à environ 30 %. En comparaison, les taux d'imposition imputés aux personnes qui n'ont pas un revenu élevé étaient d'environ 12 %.

Le pourcentage de Canadiens à revenu élevé (la tranche supérieure de 5 %) dont le taux d'imposition réel était supérieur à 40 % se chiffre à seulement 2,7 %, mais près du tiers de ceux de la tranche supérieure de 0,01 % avaient un taux d'imposition réel de plus de 40 %, bien que certains de ceux-ci ne payaient aussi peu que 10 % d'impôt.

L'étude confirme qu'entre 1992 et 2004, la proportion des déclarants qui ne payaient aucun impôt avait diminué à presque tous les échelons de revenu. Dans le groupe de revenu tout en haut de l'échelle des revenus (0,01 %), environ 100 déclarants n'ont pas payé d'impôt en 2004. Les déductions fiscales telles que les pertes commerciales et les dons au Canada sont à l'origine d'un certain nombre de ces situations.

Canada et États-Unis : anomalie impressionnante à l'extrémité supérieure de l'échelle de revenu

L'étude montre que la différence entre le Canada et les États-Unis est saisissante au sommet de l'échelle des revenus.

Au Canada, 5 % des personnes les plus fortunées avaient un revenu d'au moins 89 000 \$ en 2004. Aux États-Unis, ce chiffre ne figurait même pas dans la tranche supérieure de 10 % (en fonction des valeurs de la parité du pouvoir d'achat). Le seuil des 5 % aux États-Unis était de 165 000 \$. Plus haut dans l'échelle du revenu, les seuils sont considérablement différents.

Le seuil de la proportion du 0,01 % des Canadiens qui gagnent le plus se chiffrait à un peu plus de 2,8 millions de dollars, comparativement à 9,4 millions de dollars aux États-Unis.

Cela dit, ces différences paraissent dérisoires lorsqu'on compare les revenus moyens : 178 000 \$ chez les 5 % des particuliers qui gagnaient le plus au Canada en 2004, comparativement à 416 000 \$ aux États-Unis, ce qui représente deux fois et demie le revenu canadien équivalent.

Les différences augmentent encore davantage lorsqu'on grimpe dans l'échelle des revenus. Comparativement au groupe des 0,01 % de Canadiens qui gagnaient le plus, la moyenne américaine (25,8 millions de dollars) était de plus de quatre fois supérieure à la moyenne canadienne (5,9 millions de dollars).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4105.

L'étude intitulée «Les Canadiens à revenu élevé» est maintenant offerte dans le numéro de septembre 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol 8, n° 9 (75-001-XWF, gratuit), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. L'étude s'inspire du document de recherche *Un profil des Canadiens à revenu élevé*, qui est également disponible (75F0002MIF2007006, gratuit).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sylvie Michaud au 613-951-9482 (sylvie.michaud@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. ■

Ventes de gaz naturel

Juillet 2007 (données provisoires)

Des températures plus basses que la normale dans la plupart des régions du pays ont mené à une légère augmentation des ventes de gaz naturel dans le secteur résidentiel en juillet.

Des volumes de ventes plus élevés dans le secteur résidentiel (+1,6 %) et dans le secteur commercial (+0,3 %) ont été plus qu'annulés par un déclin de 12,3 % du volume des ventes dans le secteur industriel (y compris les ventes directes).

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 3 682 millions de mètres cubes, en baisse de 9,7 % par rapport à juillet 2006.

Sur une base cumulative pour l'année, les ventes à la fin de juillet étaient en hausse de 5,4 % par rapport à

la même période de sept mois en 2006, à la suite d'une augmentation généralisée dans tous les secteurs.

Le volume des ventes du gaz naturel au secteur industriel (y compris les ventes directes) a augmenté de 2,2 % jusqu'à présent en 2007, alors que les ventes ont été en hausse de 9,8 % dans le secteur résidentiel et de 9,4 % dans le secteur commercial.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour commander des données, pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Ventes de gaz naturel

	Juillet 2007 ^P	Juillet 2006	Juillet 2006 à juillet 2007
	en milliers de mètres cubes		variation en %
Ventes totales	3 682 246	4 078 230	-9,7
Résidentielles	424 759	418 195	1,6
Commerciales	373 232	372 156	0,3
Industrielles et directes	2 884 255	3 287 879	-12,3
Données cumulatives			
	2007 ^P	2006	2006 à 2007
	en milliers de mètres cubes		variation en %
Ventes totales	43 393 938	41 176 548	5,4
Résidentielles	11 273 132	10 268 707	9,8
Commerciales	8 140 991	7 441 692	9,4
Industrielles et directes	23 979 815	23 466 149	2,2

^P provisoire

Voyages intérieurs

Troisième trimestre de 2006 (données provisoires)

Des tableaux de données sur les visites intérieures pour le troisième trimestre de 2006, provenant de l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada (EVRC), sont maintenant offerts.

Cette enquête, qui a débuté en 2005, produit des estimations sur les visites intérieures qui correspondent mieux aux lignes directrices internationales préconisées par l'Organisation mondiale du tourisme.

Une visite intérieure est une visite qui a débuté et s'est poursuivie au Canada, d'une durée de moins

de 365 jours/nuits, qui a pris fin durant le mois de référence et qui a eu lieu en dehors de l'environnement «habituel» du répondant.

Les visites effectuées par les voyageurs canadiens au Canada ont totalisé 64,9 millions au cours du troisième trimestre de 2006. Près du quart de ces visiteurs étaient accompagnés de membres de leur ménage âgés de moins de 18 ans.

Les visites pour l'agrément, les vacances, les congés et la visite d'amis ou de parents ont constitué 91 % de toutes les visites intérieures. Ensemble ces visites ont augmenté de 2,1 % au

troisième trimestre de 2006 comparativement à la même période en 2005.

Les visites intraprovinciales ont atteint 58,5 millions au cours du troisième trimestre de 2006, tandis que les visites interprovinciales se chiffraient pour leur part à 7,6 millions.

Au Canada, 9 visites intérieures sur 10 ont été effectuées dans la province de résidence du voyageur.

Les visites dont l'aller-retour a eu lieu le même jour ont atteint 32,9 millions au troisième trimestre de 2006, alors que les visites avec nuitées à l'extérieur du domicile ont totalisé 32,0 millions.

Les résidents canadiens ont passé en moyenne quatre nuits à l'extérieur de leur domicile lorsqu'ils effectuaient des visites comportant des nuitées au Canada. Des 116,2 millions de nuitées passées en voyage, 50,9 millions l'ont été dans un établissement commercial.

Les voyages intérieurs atteignent habituellement un sommet au cours de la période de vacances estivales. Le nombre de visites au Canada s'établissait à 23,2 millions en juillet, soit presque autant que les 23,5 millions de visites enregistrées en août. En septembre, il a atteint 18,2 millions.

Les voyageurs canadiens ont dépensé 11,8 milliards de dollars au pays au cours du troisième trimestre de 2006. Lorsque corrigées en fonction de l'inflation, les dépenses relatives aux visites intérieures ont totalisé 11,0 milliards de dollars (en dollars de 2002) pour ce même trimestre.

Plus de 60 % de toutes les dépenses intérieures ont été consacrés au transport (3,9 milliards de dollars) et à l'achat de nourriture et de boissons (3,4 milliards de dollars).

Au troisième trimestre de 2006, les dépenses effectuées par les Canadiens lors de visites intérieures effectuées pour l'agrément, les vacances, les congés ainsi que la visite d'amis ou de parents ont augmenté de 2,0 % comparativement à la même période en 2005.

Nota : Les estimations pour l'ensemble des visites intérieures du troisième trimestre de 2006 sont provisoires et sont non comparables aux données provisoires déjà publiées pour le troisième trimestre de 2005. Deux catégories de visites (affaires et autre) sont touchées par les changements apportés au questionnaire de l'EVRC, à partir du mois de référence de septembre 2005. Ces deux catégories représentent 9 % de toutes les visites intérieures qui ont été effectuées au troisième trimestre de 2006. Les catégories restantes telles que les visites effectuées pour l'agrément, les vacances, les congés et la visite d'amis ou de parents, sont comparables.

Pour commander des données ou pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec les

Services à la clientèle au 613-951-9169 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (tourism@statcan.ca).
Télécopieur : 613-951-2909.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3810.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lizette Gervais-Simard au 613-951-1672 (gervliz@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.
Télécopieur : 613-951-2909. ■

Production et écoulement des produits du tabac

Août 2007

Le nombre total de cigarettes vendues en août par les fabricants canadiens a diminué de 9,0 % par rapport à juillet pour s'établir à 1,5 milliard de cigarettes, en baisse de 23,8 % comparativement à août 2006.

La production de cigarettes a crû de 31,0 % en août par rapport à juillet pour atteindre 1,6 milliard de cigarettes, en baisse de 17,3 % comparativement à août 2006.

En août, le niveau des stocks de fermeture a été de 1,6 milliard de cigarettes, en hausse de 1,0 % par rapport à juillet et de 15,0 % par rapport à août 2006.

Nota : Cette enquête recueille des données sur la production au Canada de produits du tabac fabriqués par les fabricants canadiens ainsi que sur les ventes ou l'écoulement de cette production. L'enquête ne recueille aucune donnée sur les produits de tabac importés. Par conséquent, les données sur les ventes de ce communiqué ne constituent pas une approximation de la consommation intérieure des produits du tabac.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0062.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2142.

Le numéro d'août 2007 de la publication *Production et écoulement des produits du tabac*, vol. 36, n° 8 (32-022-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre

Août 2007 et juillet 2007 (données révisées)

Il est maintenant possible de consulter les données d'août et une révision des données de juillet sur la laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2110.

Les données sont offertes sur demande seulement. Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Base de données et modèle de simulation de politiques sociales

La Base de données et modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS), version 15.0 fondée sur les microdonnées de 2003, est maintenant offerte. La nouvelle version de la BD/MSPS peut être utilisée pour étudier les répercussions des changements aux programmes fédéraux et provinciaux d'impositions et de prestations sur les familles et les gouvernements pour la période allant de 1991 à 2012.

La BD/MSPS est un outil conçu pour l'analyse des interactions financières entre les administrations publiques et les particuliers/familles au Canada. Elle permet d'estimer les effets de redistribution du revenu ou les incidences-coûts des changements au régime d'imposition des particuliers (incluant la TPS et les autres taxes à la consommation) et de transferts aux particuliers. La BD/MSPS aide les chercheurs à analyser les retombées éventuelles des changements en ce qui concerne les impôts, les gains, les tendances démographiques et une foule d'autres facteurs.

La BD/MSPS permet aux analystes de répondre à des questions de type «scénario». Qu'arriverait-il s'il y avait un changement dans les impôts que les Canadiens ont versés ou des transferts qu'ils ont reçus — qui serait gagnant et qui serait perdant? Les ménages monoparentaux d'une province donnée se tireraient-ils mieux d'affaire? Dans quelle mesure? Combien d'argent supplémentaire le gouvernement fédéral ou les provinces toucheraient-ils ou déboursaient-ils ?

Comme son nom l'indique, la BD/MSPS comprend une base de donnée (BDSPS) et un modèle (MSPS). La BDSPS est une base de données statistiquement représentative des individus dans leur contexte familial qui renferme suffisamment de renseignements sur chaque individu pour permettre de calculer les impôts payés aux gouvernements fédéraux et provinciaux et les transferts monétaires reçus de ceux-ci. Elle est créée en combinant statistiquement des données provenant d'enquêtes et de banques de données administratives. Le MSPS est un modèle comptable statique qui traite chaque individu et chaque famille de la BDSPS, calcule les transferts et les taxes (y compris les impôts sur le revenu, les cotisations sociales, et les taxes à la consommation) à partir des programmes et algorithmes prévus par la loi ou proposés, et affiche les résultats. Une interface visuelle peut être utilisée pour exécuter ce modèle de microsimulation. De la documentation considérable portant sur la BDSPS ainsi que sur le MSPS est également offerte.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3889.

La *Base de données et modèle de simulation de politiques sociales*, version 15.0 (89F0002XCB, 5 000 \$ /12 500 \$), est maintenant en vente sur CD-ROM.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander cette version ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Chantal Hicks au 613-951-5311 (*bdmops@statcan.ca*), Division de l'analyse socioéconomique et de la modélisation. ■

Nouveaux produits

Industrie de l'environnement : secteur des entreprises, 2002 (révisée) et 2004
Numéro au catalogue : 16F0008XIF
(gratuit).

Production et écoulement des produits du tabac, août 2007, vol. 36, n° 8
Numéro au catalogue : 32-022-XWF
(gratuit).

Commerce de détail, juillet 2007, vol. 79, n° 7
Numéro au catalogue : 63-005-XWF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, septembre 2007, vol. 8, n° 9
Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

Série de documents de recherche - Revenu : «Profil des Canadiens à revenu élevé», 1982 à 2004, n° 6
Numéro au catalogue : 75F0002MIF2007006
(gratuit).

Base de données et modèle de simulation de politique sociale (BD/MSPS), 1991 à 2012 (version 15.0, base de données 2003)
Numéro au catalogue : 89F0002XCB
(prix variés).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Cinq ans d'attente à 10 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain par semaine. Le transport urbain, soit le mode de transport le plus utilisé, a diminué de 25 % depuis 1991. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement aux attentes, faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice des offres d'emploi, mai 1997 Emplois sur les emplacements à court terme Ajuster les données provinciales, novembre 1996 et décembre 1996 Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	 Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.